

**HANOUNE LANCE UN APPEL À BOUTEFLIKA :****«Il faut légiférer par ordonnance»**

**Le Parti des travailleurs (PT) ne se contentera pas d'une deuxième lecture des textes récemment adoptés par les deux chambres du Parlement. Louisa Hanoune en appelle à Bouteflika à qui elle demande de légiférer par ordonnance pour préserver l'esprit de la réforme.**

Nawal Imès - Alger (Le Soir)- La participation de Louisa Hanoune à la traditionnelle cérémonie du 1<sup>er</sup> Novembre n'a pas été que protocolaire. La numéro un du PT en a profité pour dire au président de la République d'user de ses prérogatives pour «sauver» les réformes qu'il a engagées. Louisa Hanoune expliquait hier qu'une seconde lecture réclamée notamment par le tiers présidentiel du Sénat ne serait qu'un leurre car, dit-elle, elle sera confiée à ce même Parlement qui vient de les cautionner. Pour la secrétaire générale du PT, le recours aux ordonnances n'est certes pas le mode



Photo : Samir Sid.

de gestion le plus démocratique mais il «s'impose», dit-elle, pour éviter «un saut vers l'inconnu». La requête du PT, explique sa première responsable, s'explique par le «virage important» que négocie le pays et qui ne peut être confié à un Parlement ayant

perdu tout crédit. Un Parlement qu'elle appelle à dissoudre, qualifiant ceux qui y ont avorté les réformes de «danger pour la République». N'usant pas de métaphores, c'est au FLN qu'elle s'attaquait, estimant qu'un parti ayant été à l'origine d'un code de

la famille de 84 ne pouvait du jour au lendemain se découvrir des vertus égalitaires. Scandaleux, également les propos du ministre de l'Intérieur, estime Louisa Hanoune, qui dit se croire dans «la politique fiction» lorsqu'elle entend Daho Ould Kablia traiter

de marxistes les députés ayant été à l'origine d'une proposition d'article instituant le régime déclaratif pour la création des partis politiques. Toute cette actualité pousse la numéro un du PT à revenir à l'une des revendications essentielles du parti, à savoir la Constituante. Une revendication qui, dit-elle, est plus que jamais d'actualité, balayant d'un revers de main les analyses qui font part des craintes d'une montée de l'islamisme. Non, dit-elle, l'épouvantail islamiste ne fait pas peur en Algérie, pays, dit-elle, où les courants politiques sont clairement identifiés et où l'expérience est radicalement différente de celle des pays voisins. Autant de raisons, clame-t-elle, qui devraient plaider pour la restitution de la parole au peuple pour décider de la trajectoire que les réformes doivent prendre. Louisa Hanoune affirme que le président lui a confié qu'il n'excluait pas l'idée d'user de ses prérogatives. Quand ? Comment ? La numéro un du PT n'en dit pas plus.

N. I.

**AMARA BENYOUNÈS À ORAN :****«Il n'y a jamais assez de démocratie mais trop de dictature»**

**Le chef de l'Union pour la démocratie et la république (UDR), Amara Benyounès, a appelé hier à Oran les militants de son parti de l'Ouest à se préparer à un congrès qui se tiendra au mois de janvier 2012. Toutefois, il précisera : «Je ne sais toujours pas s'il s'agit d'un congrès constitutif ou d'un congrès extraordinaire, nous attendons la promulgation de la nouvelle loi sur les partis politiques, actuellement en examen à l'Assemblée populaire nationale, avant de trancher la nature de ce congrès.»**

Réagissant à la dernière déclaration du ministre de l'Intérieur autour de la création de nouveaux partis politiques, Amara Benyounès se dit, une fois encore, étonné par les «sorties» d'Ould Kablia. «Lors de sa dernière sortie médiatique, le ministre de l'Intérieur a dit qu'il n'y a pas assez de place pour cinquante partis, moi je dirai que même 100 partis ce n'est pas assez, il n'y a jamais assez de démocratie mais trop de dictature.»

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Tout en dénonçant certaines formations politiques qui s'opposent à l'agrément de nouveaux partis, il a exprimé son rejet du système d'agrément des partis, «cette loi n'existe dans aucun pays démocratique où la création de partis se fait selon un système déclaratif. Il faudrait plutôt mettre un terme à la politique de chkara et opter pour un financement public des partis».

Durant cette rencontre régionale de l'UDR, Amara Benyounès a plaidé pour l'abrogation du code de la famille et d'ins-



Photo : DR

taurer le quota des femmes dans les institutions de l'Etat. Le parti de l'UDR aspire dira, son président, à atteindre une représentativité féminine au sein de son parti à 50%, «ce ne sera que justice qui leur sera rendue», dit-il.

La question de l'ouverture de l'audiovisuel est, selon le SG de l'UDR, vide de sens «tout Algérien est branché sur une chaîne du câble, ce qu'il faudrait par contre c'est de commencer avant tout par libérer la chaîne nationale et la radio».

Abordant le projet de réforme de la Constitution, l'intervenant dira que sur les deux choix qui se présentent à savoir le recours à l'Assemblée constituante ou le référendum populaire, son choix est tout à fait clair «je suis radicalement et totalement opposé au recours à l'Assemblée constituante. Je serai toujours radicalement opposé aux intégristes. Ce que le FIS n'a pas eu en 1991, les intégristes ne doivent pas l'avoir en 2011».

Tout en rendant hommage aux victimes du terrorisme et aux patriotes, Amara Benyounès fustige Farouk Ksentini quant à sa déclaration au sujet de «l'intention du président de décréter l'amnistie générale pour les terroristes», et de s'interroger ironiquement «que veulent-ils de plus ces repentis ? Lorsqu'ils se rendent tous, ils nient avoir commis des meurtres et se contentent de dire moi je lavais la vaisselle, moi je cuisinais... c'est à penser que tous étaient des femmes de ménage dans les montagnes ! Deux ans plus tard, ils se font construire des villas et roulent en 4x4 ! L'hommage devrait plutôt être rendu aux victimes que nous avons tendance à oublier».

En réponse à une question sur l'arrestation de Khaled Nezzar en Suisse, le SG de l'UDR dira : «Il y a des terroristes qui se revendiquent en tant que tel depuis plus de vingt ans et qui vivent en Suisse et n'ont jamais été entendus par la justice

pour leur crime, pour ma part, je défendrai toujours les généraux dans le cadre de la question de l'arrêt du processus électoral de 1991».

Il a, par ailleurs, rappelé les positions de l'UDR par rapport aux révolutions arabes «tous les dirigeants arabes sont des dictateurs et la plus grande dictature, c'est celle du roi de l'Arabie saoudite. L'Algérie, elle, a besoin d'un rassemblement le plus large possible du camp démocratique», dira l'intervenant.

L'Alliance présidentielle n'est pas représentative du peuple, selon le SG de l'UDR, «ces partis de l'Alliance ont commencé par soutenir Zeroual, puis Bouteflika et ils continueront avec un autre président.»

Et d'ajouter «ce n'est pas l'Alliance de ces trois partis qui soutient le président de la République, mais plutôt le chef de l'Etat qui la soutient, si un jour Bouteflika décide d'annoncer publiquement qu'il se désengage de cette Alliance, plus aucun militant ne continuera à être membre de cette Alliance».

Amara Benyounès a, toutefois, tenu à exprimer son total désaccord avec le président de la République concernant l'accueil digne d'un chef d'Etat réservé à Rached Ghannouchi, chef du parti d'Ennahda «que Belkhadem ou Soltani l'accueillent, ceci est tout à fait normal et logique, mais que l'on dépêche Abdelkader Bensalah, le président du Conseil de la Nation, le deuxième homme de l'Etat, pour l'accueillir, ça je ne comprends pas !».

Revenant sur l'agrément de son parti, le SG de l'UDR dira à ses militants : «L'obtention de l'agrément est une certitude absolue, nous avons réuni toutes les conditions, après son obtention ce sera le début d'un long travail qui attend notre parti.»

A. B.